

Survol des négociations à l'OMC sur l'agriculture

Les membres rencontrent le groupe d'experts de M. Lamy

Le groupe d'experts constitué par le directeur général de l'OMC, M. Pascal Lamy, qui est censé déterminer « l'avenir du commerce » en analysant les régimes commerciaux actuels et futurs, a tenu une réunion avec les ambassadeurs auprès de l'OMC le 26 septembre, en marge du Forum public. La plupart des membres ont profité de l'occasion pour réitérer leur soutien au processus multilatéral et, par extension, au Programme de Doha pour le développement (PDD) que le Brésil et l'UE ont décrit comme traversant une « période de transition ».

Selon le Brésil, le problème réside en ce que les membres ont des programmes antagoniques qui rendent bien plus difficile de dégager un consensus. Comment pourrions-nous trouver la discipline nécessaire pour travailler avec des programmes contradictoires? Comment pouvons-nous parvenir à un programme commun pour ce qui est des négociations proprement dites? de demander le pays.

Du point de vue du Brésil, ce que doivent faire les membres, c'est de se concentrer sur trois secteurs des négociations : les services, les produits et l'industrie alimentaire. Même si cette dernière représente environ 7 p. 100 du commerce mondial, les 3 secteurs doivent être abordés globalement si les membres veulent parvenir au succès dans les négociations.

L'UE est convenue que les membres doivent préserver la fonction de négociation de l'OMC, trouver un lien entre les accords commerciaux régionaux et le système commercial multilatéral (SCM) et faire en sorte que les accords commerciaux régionaux (ACR) soient encadrés de disciplines d'une façon qui les rend compatibles avec les règles et disciplines de l'OMC, a martelé avec insistance l'ambassadeur Angelos Pangratis.

Les États-Unis, quant à eux, ont posé trois questions : Quelle preuve y a-t-il que le commerce soutient le développement? Comment aborder la schizophrénie mondiale au sujet du commerce, c.-à-d. pourquoi y a-t-il une ouverture du commerce bilatéralement et régionalement, mais non à Genève? Cependant, la question principale est désormais de savoir comment les membres peuvent dégager un consensus alors que les principaux acteurs ne sont pas d'optique commune, c.-à-d. qu'ils ne se sont pas vraiment entendus sur la façon de composer entièrement avec l'engagement unique (EU)? Il s'impose de trouver des moyens par lesquels les membres peuvent dégager de nouveaux genres de consensus, et 2012 a été entièrement consacrée à chercher ces autres genres de consensus, ont déclaré les États-Unis. C'est cela que le groupe d'experts de M. Lamy devrait analyser, ont-ils déclaré.

Le Salvador a insisté sur la notion de gouvernance et de cohérence, exhortant le groupe à examiner de près la question de la cohérence entre les organisations internationales et la façon dont elles collaborent pour faire avancer le développement durable.

La Chine, entre-temps, se demandait ce que doivent faire les membres pour régler les questions restantes qui pourraient affecter le reste des membres, c.-à-d. l'agriculture, les crêtes tarifaires, la progressivité des tarifs, les enjeux des PMA. Que pouvons-nous faire pour remettre sur les rails toutes les questions qu'il reste à régler dans le cadre du Programme de Doha? Les négociations bilatérales, plurilatérales et régionales sont-elles profitables au système multilatéral? a demandé la Chine.

Le groupe a proposé quelques réponses, déclarant qu'il a relevé que de nombreuses questions avaient un thème semblable. Pour ce qui est du milieu des affaires, le groupe a déclaré que la meilleure chose que puisse faire l'OMC consiste à conclure l'accord de Doha. Mais si cela ne peut se faire, il serait en faveur de se tourner vers des accords bilatéraux, régionaux ou plurilatéraux; dans ce cas, il aimerait voir se conclure un accord entre la Chine et les États-Unis. Cependant, le fait est que ces ententes seraient bien moins intéressantes que de parvenir à un accord global qui englobe tous les pays, ont déclaré les experts.

L'objectif du groupe consiste à insuffler de l'énergie et du soutien pour une nouvelle approche des négociations. Il devrait consulter les membres tout au long de l'automne. Un rapport, à propos duquel certains pays insistent qu'il devrait s'agir du document de M. Lamy et non de celui de l'OMC, devrait être diffusé au début de 2013.

Le G-20 demande des études sur l'administration des CT et la concurrence à l'exportation

Comme on l'a annoncé plus tôt cette semaine, l'ambassadeur de Nouvelle-Zélande, M. John Adank, a convoqué une réunion ouverte le 28 septembre, afin que les membres puissent partager de l'information sur les discussions qu'ils ont tenues depuis la dernière réunion du groupe, qui a eu lieu en mars. Lors de la réunion, le Brésil – qui prétend que les membres du G-20 ont travaillé sur de nouvelles idées depuis mars dernier – a présenté deux non-textes du G-20 sur l'administration des CT et la concurrence à l'exportation, qu'ils ont décrit comme un effort visant à se conformer aux instructions de la 8^e Conférence ministérielle (CM8), au cours de laquelle on a demandé aux membres de se concentrer sur les éléments du PDD pour lesquels on pourrait parvenir « à des accords provisoires ou définitifs fondés sur le consensus plutôt qu'à la conclusion intégrale de l'engagement unique ».

Pour l'instant, le G-20 a demandé au Secrétariat de l'OMC d'actualiser, pour l'édification des membres, les études sur l'administration des contingents tarifaires (CT) et plus particulièrement sur le pourcentage des taux d'utilisation de 2002 à 2011.

Dans un non-texte distinct, le G-20 a produit une communication « de compréhension » sur l'administration des CT en conformité de l'article 2 de l'Accord sur l'agriculture, aux termes de laquelle le Comité de l'agriculture de l'OMC surveillerait en séance ordinaire le taux d'utilisation des produits visés par les CT et, si ces taux sont inférieurs à 65 %, les membres peuvent demander que le comité analyse les circonstances de la sous-utilisation, c.-à-d. si elle est due à la conjoncture ou à la façon dont les CT sont administrés, auquel cas le comité peut demander des modifications de la façon dont les CT sont administrés.

La Chine mène toujours des consultations internes sur le document avant d'être en position de lui donner entièrement son aval. Le groupe a également demandé que le Secrétariat fasse le point, à l'intention des membres, sur l'utilisation de la concurrence à l'exportation (subventions à l'exportation, crédits à l'exportation, garanties de crédit à l'exportation et programmes d'assurance, entreprises commerciales d'État et aide alimentaire).

L'Australie avait présenté une demande semblable au début de l'année au nom du Groupe de Cairns, mais celle-ci avait par la suite été descendue en flammes par l'UE. Cette fois, les membres ont demandé plus de temps pour analyser le non-texte avant de pouvoir formuler leurs observations lorsque le groupe de négociation sur l'agriculture se réunira de nouveau.

Cependant, dans leurs réponses préliminaires, certains pays ont contesté la sélection des sujets pour la récolte hâtive, qui selon eux pourrait influencer sur le reste du projet de modalités de décembre 2008, si en fait ces questions sont abordées isolément. Le Brésil, entre-temps, a rétorqué que l'approche ne devrait pas être contestée, puisque les ministres avaient enjoint à leurs négociateurs de chercher des sujets pouvant se prêter à une récolte hâtive.

Le non-texte exigera manifestement une autre réunion, a déclaré l'ambassadeur Adank, qui a conclu qu'après la traversée d'une période calme, les propositions du G-20 pourraient présenter le potentiel de revitaliser la mobilisation des membres dans le cadre des pourparlers sur l'agriculture.

Prochains événements

- Plurilatérale sur les services, 1-5 octobre 2012
- Conseil général de l'OMC, 3-4 octobre, 19-20 décembre 2012
- Groupe de négociation sur la facilitation des échanges, 8-12 octobre 2012
- AECG, semaines du 15 au 24 octobre 2012, mi-novembre 2012 (à confirmer)
- Session ordinaire du Comité de l'agriculture, 14-15 novembre 2012
- XV^e cycle du PTP, 3-12 décembre 2012, Auckland

Genève en bref est publié par les Producteurs laitiers du Canada, les Producteurs de poulet du Canada, les Producteurs d'œufs du Canada, les Éleveurs de dindon du Canada et les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada. On y fait état des divers événements qui se déroulent à Genève, particulièrement dans le cadre des négociations de l'OMC sur l'agriculture.]

Pour obtenir de plus amples renseignements ou formuler des observations, veuillez visiter :

www.producteurslaitiers.ca, www.poulet.ca, www.lesoeufs.ca, www.leseleveursdedindonducanada.ca, www.cbhema.com.

Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Canada, ISSN 1496-9254



Dairy Farmers
of Canada
Les Producteurs laitiers
du Canada



Chicken Farmers
of Canada
Les Producteurs de
poulet du Canada

EGG FARMERS
OF CANADA
Dedicated to Quality



LES PRODUCTEURS
D'ŒUFS DU CANADA
Dédiés à la qualité



TURKEY FARMERS
OF CANADA
LES ÉLEVEURS DE DINDON
DU CANADA

Canadian
Hatching Egg
Producers



Les Producteurs
d'œufs d'incubation
du Canada